



Pour diffusion le 15 mars à 9 h 30

## Communiqué de presse

Enquête de la FPPE-CSQ et du SPPHCN-CSQ en Haute-Côte-Nord

### **Le tiers des professionnelles et professionnels de l'éducation songent à quitter leur emploi**

Baie-Comeau, le 15 mars 2021. – « Le tiers des professionnelles et professionnels de l'éducation du Centre de services scolaire (CSS) de l'Estuaire songent à quitter leur emploi à cause de la lourdeur de la tâche et du manque de reconnaissance. »

Tel est l'un des faits saillants de l'enquête menée par la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels de la Haute Côte-Nord (SPPHCN-CSQ) auprès de leurs membres à l'emploi du CSS de l'Estuaire.

Le président de la FPPE-CSQ, Jacques Landry, et la porte-parole du SPPHCN-CSQ, Renée Dufour, ont dévoilé ce matin, en conférence de presse, un portrait préoccupant de l'état des conditions de travail et de pratique des professionnelles et professionnels de l'éducation en Haute-Côte-Nord. En effet, le sondage révèle également que 89 % des répondants déplorent ne pouvoir intervenir qu'auprès des élèves dont le cas est jugé urgent, n'ayant pas le temps nécessaire pour assurer un suivi auprès des autres.

#### **Éteindre des feux sans rien pouvoir prévenir**

Dans ce contexte, 70 % du personnel professionnel considère qu'il lui est impossible de faire les suivis requis ainsi que de la prévention. « Cette situation dure depuis des années à un tel point que nous avons de sérieux problèmes d'attraction et de rétention du personnel. Plusieurs postes devenus vacants ne sont pas remplacés et il n'y a pas suffisamment de ressources pour faire de la prévention. Le personnel professionnel va au plus urgent, éteint des feux, et n'a pratiquement plus le temps de faire le suivi des élèves en difficulté », analyse Renée Dufour.

Cette dernière ajoute que cette situation est très difficile à vivre pour les professionnelles et professionnels, qui constatent les besoins nombreux, autour d'eux, sans pouvoir y répondre. « Nous comptons 26 écoles et 6 centres de formation dispersés sur un territoire de 350 kilomètres carrés. C'est évident qu'il y a trop d'écoles à couvrir avec les ressources sur lesquelles nous pouvons compter. On parle de l'équivalent de 50 postes à temps complet. C'est nettement insuffisant », de dire la porte-parole du SPPHCN-CSQ.

### **Des élèves à besoins particuliers sans aide**

Pendant que le personnel professionnel court au plus urgent, d'autres élèves, qui auraient besoin d'aide, sont malheureusement laissés à eux-mêmes et voient leur problème s'aggraver. « Il y a énormément de jeunes qui auraient besoin de suivi, mais nous ne pouvons pas leur en offrir, faute de temps et de professionnels. À titre d'exemple, il n'y a que 2 orthopédagogues pour 550 élèves. C'est vraiment trop peu. Même situation pour les élèves ayant des difficultés de langage. Les services d'accompagnement pour leur venir en aide sont pratiquement inexistantes, au primaire comme au secondaire », rapporte Renée Dufour.

### **Une situation semblable partout au Québec**

Pour sa part, le président de la FPPE-CSQ soutient que la situation difficile vécue dans la région de la Haute-Côte-Nord est semblable à celle vécue par le personnel professionnel partout à travers le Québec. « Notre sondage, qui a reçu plus de 3 000 réponses, indique qu'un pourcentage élevé de nos membres songent à quitter leur emploi, pourcentage qui varie entre 23,5 % et 51,2 %, selon les corps d'emplois. Les raisons invoquées, par ordre d'importance, sont la lourdeur du travail (63 %), le manque de reconnaissance (49 %) et le salaire (41 %). C'est dire à quel point la situation est sérieuse », de commenter Jacques Landry.

À noter que, parmi ceux qui envisagent de quitter leur emploi, la moitié d'entre eux souhaiteraient aller occuper un emploi semblable au privé où ils bénéficieraient de meilleurs salaires et conditions de travail.

### **Des faits saillants qui interpellent**

Parmi les autres faits saillants ressortant du sondage mené auprès de l'ensemble des membres de la FPPE-CSQ au Québec, notons les suivants :

- 78 % des répondants affirment que seuls les élèves ayant un problème jugé urgent ont accès à un service;
- 73 % ont identifié une impossibilité de faire le nombre de suivis qu'ils considèrent requis;
- 66 % mentionnent l'impossibilité de faire des interventions préventives;
- 56 % des répondants ont identifié le manque de ressources dans leur corps d'emploi comme première raison de la surcharge de travail.

## **Une négociation importante**

En terminant, Jacques Landry presse le gouvernement du Québec de profiter de la négociation en cours pour discuter sérieusement avec les porte-parole de la FPPE-CSQ afin d'identifier des mesures concrètes, notamment pour régler les problèmes urgents de manque de ressources professionnelles. « Actuellement, les discussions, aux tables de négociation, piétinent. Le gouvernement ne propose rien de concret pour améliorer la situation actuelle, qui ne cesse de se détériorer », conclut le président de la FPPE-CSQ.

– 30 –

## **Profil de la FPPE-CSQ**

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 10 000 membres répartis dans la quasi-totalité des commissions scolaires du Québec, francophones, anglophones, Crie et Kativik. Elle compte parmi ses membres différentes catégories de personnel dans les secteurs administratif, pédagogique et dans les services directs aux élèves (entre autres, psychologues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, orthophonistes, conseillères et conseillers d'orientation, orthopédagogues, etc.).

## **Renseignements**

Claude Girard  
Conseiller en communication  
Cell. : 514 237-4432  
Courriel : [girard.claude@lacsq.org](mailto:girard.claude@lacsq.org)